

FONDATION
POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE



MARS 2007

www.fondapol.org

**UNE AMBITION POUR LES FRANÇAIS
TRANSFORMER LA MONDIALISATION
EN CIVILISATION**

François EWALD

**UNE AMBITION POUR LES FRANÇAIS
TRANSFORMER LA MONDIALISATION
EN CIVILISATION**

François EWALD

Philosophe,
professeur au Conservatoire national des arts et métiers,
président du Conseil scientifique et d'évaluation de
la Fondation pour l'innovation politique.

1

Nous voulons une France prospère.

Nous voulons une France heureuse, riche, et qui continue de s'enrichir individuellement et collectivement, une France ouverte, dynamique, une France où chacun puisse s'épanouir, une France résolument inscrite dans le mouvement du monde, qui en partage les développements, qui participe de ses progrès et qui contribue à son organisation, une France inventive. Nous voulons une France fière et forte. Une France fière d'elle-même et de ses élites, une France fière de son histoire, qui assume ses pages héroïques comme ses pages sombres, dont ses élites soient fières, qui ne la quittent pas pour d'autres havres. Une France forte, confiante en elle-même, qui affirme son identité, unie sur sa volonté.

À présent, la France a la tentation du retrait, d'élever des murs à ses frontières, dans une sorte de superbe, de se rabougrir, de s'isoler comme dans une île – son modèle social –, de se replier sur le destin modeste d'une puissance moyenne. Elle file un mauvais coton. Elle connaît une de ces périodes de dépression dont son histoire est jalonnée. Elle est tentée par la médiocrité, la neutralité. Elle se revendique comme une société de modération. Elle fait du principe de précaution une valeur constitutionnelle. Ses meilleurs éléments, jeunes, qu'elle a formés et éduqués, la quittent, sans retour. Elle n'est plus considérée comme le lieu des avant-gardes, de la création, de la liberté. Elle se sent moins partie prenante d'un monde qui avance que victime d'un monde qui se ferait sans elle, contre elle. Elle perd pied comme le cycliste qui « coince » voit partir devant lui le peloton, capitule, renonce, au risque que se crée une distance infranchissable, impossible à combler. Alors il relâche l'effort, dans l'illusion d'avoir retrouvé la santé. Avant de décrocher à nouveau...

La France se complaît et se célèbre dans un individualisme exacerbé. Ce serait le dernier mot de la démocratie, le premier d'une époque vouée à la seule recherche du bien-être. Les Français s'étourdissent de consommation. La France est éclatée. La nation française s'est comme dispersée à travers cet individualisme égoïste, replié sur le bien-être et le quant à soi. La solidarité qui a fait sa force, le sentiment de partager une idée, un destin, se sont défaits. Les communautés s'affirment, se ferment sur elles-mêmes et se prétendent désormais chacune victime des autres. Elles revendiquent des droits et refusent de partager une histoire commune. Par esprit de revanche, elles s'intendent des procès. La volonté nationale s'est comme retournée contre elle-même. La France n'a plus de projet collectif. Elle brûle ce qu'elle a adoré. La France risque de se perdre.

La France a été un pays prospère. Elle l'était il n'y a pas si longtemps encore. La France des trente glorieuses, la France d'avant la crise, la France du général de Gaulle tenait son rang. Elle impressionnait par ses grands projets, rayonnait par son ambition, sa volonté d'affirmer son indépendance. Elle connaissait un progrès social continu. La France brillait par ses idées, ses intellectuels. C'était l'époque où le monde entier venait puiser son intelligence dans leurs idées. La France de Mai 68 s'affirmait encore, dans la révolte joyeuse de sa jeunesse, généreuse et libre. Elle n'avait pas honte de son exception. Elle était pionnière. Son exception était attendue. Mais la crise a frappé et les Français n'ont pas su trouver la ressource pour affronter le nouveau monde qui déjà prenait forme. Elle a cru pouvoir se fermer sur un rêve de protection qui appartenait déjà à un autre siècle. Elle s'est réfugiée dans le socialisme quand partout sonnait l'heure libérale. Se découvrant gangrenée par une nouvelle pauvreté, elle inventa le RMI et les « Restos du cœur ». La France oublia qu'elle était le pays de la liberté pour devenir celui de l'assistance. Il ne fut plus tant question de se projeter que de se protéger. Et par un étrange retournement, les progressistes d'hier sont devenus les plus opiniâtres des conservateurs.

Perdant son énergie, elle ne rêva plus que de s'aligner, de gommer son exception. La voilà tournée vers son passé, un cimetière de lieux de mémoire, un monument historique entretenu avec peine à l'usage de touristes.

Le monde, pourtant, est aujourd'hui plus prospère que jamais. Mais nous ne voulons pas le savoir. La mondialisation se marque par d'importants taux de croissance, durables. En profitent non seulement des sociétés, des nations, des pays que l'on considérait encore récemment comme en voie de développement, mais aussi de nombreux pays développés, jusque dans l'aire européenne. Dans ce mouvement de croissance mondiale, la France est à la traîne; elle n'en profite pas, ou mal. Le monde est globalement plus prospère. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas encore trop de pauvreté, mais celle-ci recule. Cela ne veut pas dire non plus que le monde global ne fait pas face à de grands défis. Cela n'empêche, il est prospère : l'activité déborde, les inventions fleurissent, la mortalité diminue, l'espérance de vie augmente. Les guerres restent locales et ne menacent plus d'enflammer le monde entier. Globalement, cela va mieux.

2

Ce qui grève la France d'aujourd'hui, ce qui lui interdit le sur-saut, ce qui la leste, la plombe, c'est d'abord elle-même. Les difficultés ne viennent pas de l'extérieur, même si le monde, les autres, ses concurrents ne font pas de cadeau dans des rapports de puissance toujours plus exacerbés. Le mal n'est pas dans les choses, il est dans sa volonté. Des passions, des pulsions, des affects contradictoires se disputent les Français. La France ne redeviendra un pays prospère qu'en combattant l'ennemi qui est en elle.

Il y a aujourd'hui deux France, non pas celle des riches et celle des pauvres, non pas celle des élites et celle du peuple, la France d'en haut et la France d'en bas, ni celle des courageux et celle des peureux. Les Français sont inquiets, incertains devant leur avenir, individuel et collectif. Ils doutent. Mais rien ne serait pire que de les traiter par le mépris. Les Français hésitent, divisés entre des passions contradictoires, des passions qui élèvent et des passions qui rabougrissent. Prospère, la France rassemblée célébrait l'explosion des énergies, l'intelligence, l'industrie, l'invention scientifique et technique, le dépassement et l'aventure, la confiance. Mais, peu à peu, la force de l'État, la puissance de l'administration ont été prises par des forces contraires, par des forces qui abaissent, qui rapetissent et qui font croire que le bonheur est là, dans tout ce qui est petit, dans tout ce qui est social, socialisé. La France était le pays de la liberté, elle est devenue celui de l'égalité. Liberté, égalité : deux valeurs, un savant équilibre. Aujourd'hui prime l'égalité, pire, la sécurité. La liberté est considérée comme dangereuse. Mal d'un pays individualiste, qui n'a plus d'ambition collective, qui ne sait plus quelle est sa place parmi les autres. Un pays qui hésite, des institutions qui ont perdu le sens de leur mission première, originale. C'est cela qu'il faut inverser, partout, dans tout. L'égalitarisme

nous écrase. Plutôt que de célébrer la réussite, nous sommes obnubilés par l'exclusion. L'égalité est allée si loin que chacun est prêt à s'abandonner à la collectivité, est prêt au socialisme, pour sauver son petit confort précaire. Socialisme à visage humain.

Quelles forces requiert le monde qui vient? Par une sorte de perversion, par opportunisme et par paresse, les Français s'emparent des maux du monde pour justifier leur défection : la pauvreté et l'exclusion servent d'alibi à une sursocialisation, les menaces sur l'environnement servent à l'apologie de la décroissance, et les difficultés américaines dans le monde flattent le pacifisme.

3

La France n'a jamais trouvé la prospérité que dans une idée politique qui renforce les passions positives et leur permet de se projeter dans l'histoire et le monde. Les Français ont besoin de politique, d'une politique qui leur indique la voie de la prospérité, leur ouvre le chemin et les sorte du nihilisme. La politique, dans le contexte actuel, ne peut se contenter d'administrer les choses et d'arbitrer les intérêts, de donner tour à tour aux uns et aux autres. Il faut lever l'ambiguïté. Rude tâche que celle du gouvernant qu'attendent les Français. Il lui faut une vision, celle qui indique comment trouver le chemin de la prospérité dans le monde qui vient. Il lui faut la risquer dans une volonté inflexible qui indique que la terre n'est promise qu'à ceux qui respectent des lois fondamentales. Il lui faut encore être psychologue, savoir canaliser les affects, privilégier les bons, rabaisser les mauvais. S'il faut combattre, il faut aussi respecter, élever, promouvoir. La responsabilité du politique est de s'engager dans une parole qui lève l'incertitude des choses, réduise l'hésitation et permette l'engagement et la confiance. Mais l'idée que la politique est une promesse fondamentale s'est affadie dans la flatterie de l'électeur. La politique, loin de lui indiquer la voie, ne lui offre que le reflet de son image. Elle l'abandonne à ses doutes et à ses hésitations. C'est qu'elle est prise dans un jeu qui la rend inaudible.

La parole politique est aliénée. Elle s'est corrompue. Les mots y ont perdu leur sens. Elle n'a plus rien d'originel, de fondateur. Le monde politique s'est isolé, séparé, affairé à la seule conquête du pouvoir. Il s'est remis aux mains de techniciens tout occupés à sonder les électeurs dans leur dispersion et acharnés à projeter ce que ceux-ci sont supposés vouloir sur le mur de la caverne où ils rêvent de les enchaîner. Pas de politique aujourd'hui sans sondeurs

et autres communicants qui prennent les choses en main. Le point n'est-il pas d'avoir une majorité relative le soir de l'élection? La fin vaut les moyens. Le dispositif peut avoir été mis en échec deux fois déjà, en 2002 et en 2005, et les choses continuent. Un programme est un catalogue de mesures où chacun pourra trouver son compte. Ne vous inquiétez pas, il y en aura pour tout le monde, chacun sera servi. Le politique est peut-être rassuré, mais le message devient illisible, contradictoire. Et le peuple sceptique, plutôt que d'adhérer, se tient à distance. Il n'a pas confiance. Il faudra que chacun se débrouille seul.

Pourtant le peuple est mobilisé, plus que jamais, semble-t-il. Il attend quelque chose du rendez-vous d'avril. On a fait la queue pour avoir le droit de voter. La participation s'annonce élevée. Les débats télévisés recueillent des audiences considérables. De nombreux *think tanks* se sont créés comme autant de lieux où pourrait se formuler une parole politique authentique. D'ailleurs, chacun le sent bien, il règne comme l'idée que cette élection présidentielle est un carrefour, le moment d'un rendez-vous de la France avec elle-même. Encore faudrait-il qu'un choix soit formulé, affirmé, éclairé. Mais les candidats brouillent les pistes. Surtout ne pas trancher, en donner un peu à tout le monde. Alors tout reste confus. Les Français sont las d'être flattés, ils veulent être conduits.

4

La France n'a pas saisi la mondialisation, le nouveau contexte de la mondialisation, le monde ouvert par la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, fruit d'un effort constant de l'Occident, du sacrifice des dissidents et de ceux qui ont pris le risque de fuir le socialisme. Ce geste héroïque, formidable, changeait tout. Il inaugurerait le monde qui est le nôtre et que l'on désigne désormais comme « mondialisé ». Il prenait naissance sous le signe de trois grandes libertés :

– Des millions d'hommes, d'abord, retrouvaient la liberté, au sens le plus physique du terme, celle d'aller et venir, de circuler librement. Ils sortaient des tutelles policières, de l'univers des camps de concentration, des libertés trop cher payées. Des millions d'hommes, asservis à une idéologie totalitaire, se trouvaient libérés. Le combat pour la liberté, les libertés, n'était pas vain. Nous sommes-nous vraiment réjouis de l'événement? Nous avons commencé par regretter la réunification d'une Allemagne dont nous avons immédiatement pensé qu'elle serait trop puissante. Déjà la peur de perdre pied. Pour nous masquer nos faiblesses, nous rêvons de l'impuissance des autres.

– La liberté de penser, ensuite. Avec le mur tombait l'affrontement des blocs et de leurs idéologies, communisme contre libéralisme. Le marxisme n'était plus l'horizon indépassable de notre temps. On était affranchi des idéologies, qui, durant un siècle, avaient codé l'affrontement de la droite et de la gauche, défini les identités politiques, organisé les esprits. Nous étions appelés à penser autrement un monde inédit. Comment avons-nous répondu à l'exigence de cette nouvelle liberté de penser? En assimilant les nouvelles libertés avec un libéralisme désormais disqualifié en « ultralibéralisme », on a réussi à faire qu'en France, le débat intellectuel ne puisse pas s'affranchir des vieux schémas.

– La troisième grande liberté fut la liberté du commerce. L'OMC prend la suite du GATT. La mondialisation prend alors conscience d'elle-même. La mondialisation, c'est-à-dire la promesse que le développement économique peut être partagé par tous. C'est le moment où *Le Monde diplomatique* déclare la guerre à l'OMC.

Il est vrai que 1989, qui inaugure le *xxi*^e siècle, voit aussi se concrétiser de nouvelles menaces :

– Il y a d'abord les menaces géopolitiques, militaires, terroristes. C'est le temps des renaissances. Les anciennes nations que l'Occident avait colonisées, puis tenues à distance comme pays en développement, ont saisi leur liberté retrouvée, et la liberté du commerce pour devenir des puissances mondiales, dont le sort du monde, désormais, dépend. Il n'y a plus les « grands » et les autres. Mais un réseau de nations interdépendantes. Que feront ces milliards d'hommes de leur puissance, de la conscience de leur puissance ?

Dans ce temps des renaissances, quand le monde se rassemble grâce aux échanges, certains, les plus radicaux de l'islam, ont choisi de faire dissidence, de combattre le nouvel ordre du monde par le fanatisme et le terrorisme. Paris, New York, Madrid, Londres... Quand on croyait que les rapports de force se traiteraient désormais sur le terrain policé du commerce, chacun a brutalement pris conscience d'un nouvel état de guerre dont la cible était le mode de vie occidental.

– Il est vrai aussi que ce monde est sans éthique. La mondialisation, d'abord financière, se révèle un monde sans foi ni loi. Un monde de prédateurs qui voient d'abord la mondialisation comme un espace qui offre d'autant plus d'opportunités que les règles n'en sont pas définies. Une épargne abondante est mobilisée par de nouvelles puissances financières, d'autant plus intéressées par les profits que ceux-ci peuvent être rapides, à la stupéfaction des vieux entrepreneurs qui rêvent encore d'un actionnaire partenaire. « Ils vont tuer le capitalisme ! », s'exclame l'un d'entre eux. Le monde de la mondialisation est celui d'un capitalisme ensauvagé, où la

civilisation du capitalisme régresse. Un monde extrêmement instable. Un monde imprévisible. Un monde où l'on ne sait plus qui commande. Un monde plus sauvage, plus barbare. Un monde sans responsable. Un monde fragile, précaire, qui se pense dans l'hypothèse de sa propre destruction. Ce monde financier, du court terme, ne se conçoit pas lui-même comme durable. Mais il n'en a cure. La question est seulement de savoir se tirer à temps. Comment espérer qu'il suscite l'adhésion, la confiance de ceux qui, pourtant, en vivent? L'économie s'est séparée de la morale, deux sphères désormais étrangères, hétérogènes. De ce monde-là, on en profite ou on en pâtit, il n'est pas question qu'on le partage.

– Un monde qui prend aussi conscience de lui-même dans la menace climatique et environnementale. Il faut sauver la planète. L'avertissement avait été formulé dès le début des années 1970 : Halte à la croissance! Le silence des oiseaux! *Silent Spring*. Ça ne pourrait pas continuer comme cela. On va à la catastrophe. L'avertissement a été puissamment relayé dans les années 1990 par la grande menace du réchauffement climatique. La catastrophe, annoncée à l'horizon de deux cents ans seulement, a pris une forme presque palpable. On la voit, on la lit dans les images que nous renvoient les télévisions. Nous en sommes responsables, tous coupables. Le message est optimiste : il nous appartient de faire que la catastrophe promise n'arrive pas. Naît la conscience d'une nouvelle solidarité planétaire. Nous sommes tous les citoyens d'un même monde qu'il faut préserver, d'une même nature qu'il nous appartiendrait de retrouver.

Ce monde est le nôtre. Nous n'avons pas le choix. Il définit la donne pour le temps politique qui vient. Ce monde global est un monde d'interdépendances. C'est de ce monde qu'il faut savoir tirer son épingle du jeu parce qu'il est aussi la condition, l'offre, la promesse de notre prospérité. C'est dans ce monde qu'il faut influencer car tous les acteurs sont convoqués. Ce monde est imparfait, ambigu, dangereux, il nous appartient de le porter à sa perfection

possible. Il sera ce que nous en ferons. Dans un monde global, il n'est plus de puissance qui puisse s'affirmer solitaire, qui puisse prétendre seule à l'universalité. Toute puissance, quelle que soit sa taille, ses forces, n'est jamais que particulière. Il n'y a pas d'hyperpuissance dans un tel monde. Car toute puissance y est relative. Il doit trouver son ordre. Chacun peut y avoir la parole et la parole de chacun compte.

5

Malgré le succès de certaines de ses entreprises, malgré l'excellence de certains de ses chercheurs, la France a mal pris le virage de la mondialisation. Il est vrai que c'était sans doute plus difficile pour elle en raison de son histoire. La mondialisation l'a prise à revers. Elle n'a pas vu que le monde changeait quand elle en était toujours à parfaire la société du XIX^e siècle, rêvant toujours de Germinal quand le monde entrait dans le XXI^e siècle. Et au lieu de s'engouffrer, d'aimer ce monde de nouvelles libertés, ce monde qui devait en quelque sorte être le sien, ce monde qui aurait pu lui être promis, elle allait au contraire s'en détourner. Y entrer à reculons. Non seulement ne pas partager sa prospérité, ou mal, mais rechigner, se rebeller, mieux, se poser comme le champion de l'altermondialisme et du refus de la mondialisation. De vieilles passions qui étaient là, qu'on avait flattées, trouvaient à s'épanouir. La France, plutôt que de se donner à la conquête des nouvelles libertés, n'a cessé de privilégier la nostalgie d'un âge d'or, social en particulier. Résistance à l'histoire qui se fait. La France devient celle du non, de tous les non, la France du refus, de la réticence, du rejet, du repli. Au risque de se perdre.

La France se crispe. Elle résiste aux changements idéologiques. Dans de nombreux pays européens, les partis socialistes et communistes ont fait leur autocritique. Rien de tel en France : nous avons toujours un parti communiste et un parti socialiste. Et, comme si rien ne s'était passé, une multitude de groupuscules trotskistes, dont la France est comme le bouillon de culture. L'enseignement de l'économie y est toujours à base marxiste. La France est le conservatoire du socialisme, le musée du socialisme, mieux encore que la Chine ou même Cuba. Quand partout dans le monde s'engage la réforme idéologique, on continue en France comme avant; on

reste figé sur les dogmes. Quand les démocrates américains ou le New Labour anglais s'attachent à réinventer la politique dans le nouveau contexte, s'engagent dans une « troisième voie » faite de pragmatisme, les socialistes français condamnent de pareils révisionnismes.

La France qui s'isole se voit toute petite et vit la mondialisation comme une menace. Elle cherche à s'en protéger, mieux, elle prend le leadership dans la lutte contre la mondialisation. Elle est la patrie, le terreau d'un altermondialisme qui a commencé par se définir par le refus de la mondialisation. C'est que le nouveau monde est contraignant. Il oblige à la réforme intellectuelle et morale. Il est tellement plus facile de rêver que l'histoire continue, linéaire sur son erre, que la promesse sociale est toujours destinée à se réaliser, que l'on pourra s'affranchir de toujours plus de contraintes grâce à l'État et à plus de solidarité : abaisser l'âge de la retraite quand l'espérance de vie augmente, se libérer de la damnation du travail en en réduisant la durée jusqu'à faire du citoyen un être de loisir. Combattre partout les risques qui pourraient menacer le nouvel âge d'or. La France est un jardin, un espoir de paradis terrestre. Protégeons-le ! Et protégeons-nous du reste du monde !

Au regard de pareil idéal, les nouvelles concurrences ne pouvaient apparaître que comme la contestation de la marche du progrès vers plus de sécurité, plus de stabilité, ce mouvement qu'on imagine continu depuis le Moyen Âge. Voilà qu'on allait retrouver de nouvelles conditions de précarité, de difficultés venant de ce monde qu'on avait cru soumis. Grave, grande remise en question. Quand partout on encourage le développement économique, la liberté, la recherche, l'innovation, la France renforce son dispositif social et multiplie les formes de socialisation. Le divorce de la France et du monde se solde par la croissance irrémédiable du taux de chômage, sa persistance, les jeunes au chômage, les banlieues déshéritées. Privée du moteur de la croissance, obsédée par les

problèmes de sa cohésion, la France entre dans la spirale des expédients. Obsédée par la solidarité, le développement de nouvelles solidarités, l'assistance fait un retour tel qu'il apparaîtra bientôt que les revenus qu'on en tire sont supérieurs à ceux du travail.

La France se disloque. Ses élites la quittent. Et plus elle se disloque, plus on renforce les dispositifs de secours que l'on transforme en droits opposables. La tension entre l'économique et le social croît, et se résout par les départs et les délocalisations. Les uns optimisent l'utilisation des dispositifs de solidarité quand les autres s'en vont. C'est le système D. L'individualisme triomphe et les belles âmes ne manquent pas pour en faire l'éloge. De fait, il n'y a plus de solidarité, chacun étant acharné à faire valoir ses droits et à en conquérir de nouveaux. Une nouvelle bienfaisance tend à s'y substituer. Sans doute faut-il que cela change, redéfinir le contrat social, retrouver les conditions d'une nouvelle solidarité. Mais la France sociale décide de s'opposer à toute réforme et de développer des politiques d'aides d'autant plus coûteuses qu'elles sont sans fin. Elles sont aussi à court terme. On maintient artificiellement le bien-être dans une sorte de fuite en avant de la dette, de toutes les sortes de dette reportées sur les générations futures.

Heureusement qu'il y a les maux du monde. Le bel alibi. Pourquoi faudrait-il le rejoindre puisqu'il est mauvais? Il est tellement plus facile d'en faire la critique. Non seulement la France tourne le dos aux nouvelles libertés, mais ses mauvaises passions vont la conduire à flatter les menaces du nouveau monde dans un sens mesquin.

Dans un univers où la question des libertés et celle de la civilisation occidentale se trouvent être directement la cible d'un terrorisme qui a explicitement déclaré la guerre à l'Occident, où cette guerre fait rage au Moyen-Orient et en particulier en Irak, qui parle d'un état de guerre? Il s'agit seulement de se protéger contre une

bande de criminels, et de fermer ses frontières. Le point est de ne pas être frappé à l'intérieur. Pourquoi faudrait-il être solidaire de cet Occident mondialisé qu'on a dénoncé par ailleurs comme le Mal ? Un ancien ministre socialiste célèbre, dans les manifestations pacifistes antiaméricaines qui parcoururent les capitales européennes avant l'intervention en Irak, la vraie naissance de l'Europe. Puisqu'il n'y a pas de guerre, puisque le pire est de la faire, même lorsqu'on est menacé, il faut prendre le point de vue des victimes, du plus faible contre le plus fort. Être antiaméricains d'abord.

Dans son désarroi, pour se donner le change, pour se rêver toujours comme un leader mondial, la France s'empare des menaces écologiques et technologiques. Elle s'en fait le champion. Quand la France est devenue l'une des principales puissances agricoles mondiales, qu'elle a su développer en son sein des industries capables de rivaliser avec les plus grandes au monde, elle prend la tête de la croisade contre les OGM et contraint ses industriels et ses chercheurs à quitter le territoire. Tout est bon pour dénoncer l'industrie, ses risques, pour la diaboliser. La France fait du principe de précaution un talisman. Elle se voudrait le champion mondial de l'écologie, en pointe dans la grande lutte contre le réchauffement climatique. On communique devant le spectacle d'une nature défigurée en jurant de changer nos modes de vie, pour une vie plus frugale, plus économe, plus morale, plus saine. On rêve d'un impossible retour à la nature. Descartes, son héros national, devient sa tête de turc. Moment d'un singulier retournement de la volonté contre elle-même.

Ainsi, depuis une trentaine d'années, progressivement, lentement, insidieusement, s'est forgée, approfondie, creusée une nouvelle conscience française, de plus en plus désaccordée du reste du monde, et d'elle-même. Tous ces refus, ces retraits, ces passions tristes se sont révélées majoritaires lors du référendum sur le projet de constitution européenne. Alors la France se découvre démunie. Les partis politiques constatent qu'ils sont plus éloignés que

jamais de leurs bases. Incroyable coup de semonce : une majorité de Français décide de tourner le dos au principal projet politique qui la guide depuis la guerre. Il est vrai que l'affaire aurait pu être mieux menée. Certains se rassurent. S'il y a eu 55% de non, c'est qu'il y a eu 45% de oui. On ne parle que de réformes. Les uns prônent la décroissance et l'abaissement, quand les autres voudraient nous aligner. Il reste à trouver la voie française dans la mondialisation. Pourtant, on ne voit pas le chemin qui réconcilierait la France avec le monde, sans qu'elle ait à perdre son identité. Il faut tracer la voie française dans la mondialisation. C'est la condition d'une nouvelle prospérité. Pour cela, la France doit être forte et fière d'elle-même. Elle doit retrouver ce qui a fait sa grandeur, en retrouver le chemin et s'y tenir.

6

Le monde aussi a besoin de la France, de sa voix singulière, originale. On a besoin d'entendre la France. Une France qui ne peut s'aligner, se normaliser. Il nous appartient de trouver notre voie, la « quatrième voie ». Tentons de tirer avantage des retards que nous avons pris. Car nous avons aujourd'hui peut-être une meilleure vue des enjeux, des difficultés. Il nous appartient de faire de la mondialisation une civilisation. Personne n'a la bonne et définitive solution. La France peut, dans la mondialisation, avoir une autre voix que celle de l'opposant, de celui qui dit non. Y parvenir relève d'une responsabilité politique. Cela conduit à travailler dans les six directions suivantes.

1. Promouvoir une nouvelle subjectivité. La mondialisation est présentée comme un processus d'aliénation, à la fois par ceux qui lui sont favorables, pour qui il faut s'adapter, réduire notre exception, nous normaliser, comme par ceux qui la dénoncent et voient dans la mondialisation une horreur économique. La mondialisation peut être au contraire une ressource pour sortir de la crise morale, l'occasion de bâtir une nouvelle subjectivité, individuelle et collective : qui devons-nous être pour devenir les sujets de la mondialisation ? Que requiert-elle de nous ?

La mondialisation, dans ses différents aspects, économique, géopolitique, écologique, se marque d'abord par un certain retour à la nécessité, au principe de réalité. Nous avons pu nous croire affranchis du besoin, pouvoir poser sans cesse de nouvelles exigences à un État providence qui nous permettrait de ne plus avoir à nous occuper de nous-mêmes, de nos modes de vie, de nos droits. Le monde global nous rappelle à la précarité de l'existence, aux rapports de force et à l'état de guerre, et nous relie aux lois d'une

nature dont nous avons pu croire pouvoir nous affranchir. Il ne s'agit ni de faire l'éloge de la précarité, ni de dénoncer l'existence des protections de l'État providence, mais de comprendre que nous ne sommes pas pour autant libérés des fondamentaux de la condition humaine. La volonté est contrainte de se faire beaucoup plus sérieuse, plus rigoureuse. Renaissance de la responsabilité. C'est la condition d'un nouveau rapport à la Loi, la loi comme condition de l'efficacité collective dans le monde, la loi comme promesse qu'on se fait collectivement, et à laquelle on se tient, la loi comme principe de subjectivation. Vouloir toujours ce que l'on a voulu une fois. La mondialisation n'est pas l'occasion d'un approfondissement de l'individualisme ; elle suscite au contraire un besoin de jeu collectif. D'où le retour des nations.

La mondialisation est exigeante. On peut y perdre comme y gagner. Elle requiert engagement, dépassement, travail sur soi. Il faut en pénétrer les règles, savoir en jouer. C'est une nouvelle conjoncture pour l'humanité. Quel type d'homme en sortira-t-il qu'on puisse respecter ?

Ces questions relèvent d'une responsabilité du politique, pour autant que l'homme est bien un « animal politique », c'est-à-dire un animal qui ne trouve sa perfection, son humanité, que dans la poursuite d'un bien commun. La question de la mondialisation est bien une question d'identité. Il faut transformer des passions tristes en des passions joyeuses, permettre à chacun de devenir, autant que faire se peut, un *global player*. Il s'agit de se créer une nouvelle identité dans le nouveau monde, qui soit conforme aux nécessités du monde, et qui, en même temps, soit dans la continuité de ce que nous avons toujours été, qui mobilise nos atouts. La mondialisation demande à la fois que nous nous dépassions et que nous nous retrouvions nous-mêmes. Le moment est venu de faire en France un travail comparable à celui qu'Alexandre Soljenitsyne entreprit pour la Russie postcommuniste ou les néoconservateurs aux États-Unis et

qui les sortit de la dépression qui suivit la guerre du Vietnam. Nous avons besoin de notre propre révolution idéologique. Elle n'a pas eu lieu. Nous ne cessons de la repousser. Il ne s'agit pas de copier ce qui s'est fait à l'étranger. Il s'agit d'être à l'écoute. De comprendre les contraintes. Il nous faut d'abord nous retrouver nous-mêmes dans cette mondialisation qui nous dépasse, qui semble avoir pris tellement d'avance que nous nous sentons détachés, essouffés. Où, comment peut se mener aujourd'hui ce débat nécessaire ? Il nous faut construire une nouvelle subjectivité. La subjectivité du monde qui vient. Comprendre que la mondialisation est une question ontologique, qui requiert une nouvelle subjectivité pour y faire face.

2. Faire l'Europe. Il y a des points sur lesquels on ne peut pas, on ne doit pas transiger. L'Europe est indispensable. Elle est notre héritage et notre promesse. C'est notre culture. À travers drames et tourments, les Européens ont construit les conditions pour un homme libre, pour un homme qui peut s'ouvrir aux autres sans avoir à se renier lui-même. C'est à partir de l'Europe que nous pouvons mieux nous projeter dans le monde. Il faut lutter contre les replis nationalistes. Il n'est pas question de revenir en arrière, au protectionnisme. Nous devons nous revendiquer comme des Européens. L'Europe est une composante, l'horizon de l'identité française. C'est la première ouverture, condition de la nouvelle subjectivité. Nous rendre européens. Sortir de nous-mêmes. La construction de l'Europe comme modèle, promesse, projet pour le monde.

L'Europe a besoin d'un sursaut, elle ne peut plus être seulement fondée sur les principes du marché commun. L'Europe de l'Union n'est pas à la hauteur de son espérance. Elle déçoit. On attendait un élan, une volonté, un projet, on a des règlements, des normes, une gigantesque police administrative. Il faut, pour le moins, donner l'Europe à sa jeunesse. Et permettre à celle-ci d'en faire ce qu'elle souhaitera. Après tout, c'est son affaire. Faisons sans tarder l'Europe des universités, européanisons l'enseignement supérieur et la

recherche. Et rapatrions nos élites intellectuelles. Laissons aux techniciens le soin de régler les questions constitutionnelles et celles du fonctionnement des pouvoirs. L'exigence politique d'Europe va aujourd'hui bien au-delà.

3. Faire de la mondialisation l'espace d'un développement durable. La mondialisation ne sera un projet partagé que si elle s'inscrit à chaque niveau, national et global, dans le programme d'un développement durable. Il faut en faire un principe. Trouver donc les conditions d'une nouvelle solidarité. La solidarité, ce qui fait qu'on a le sentiment de partager le même projet, d'en partager les risques et les chances.

Or la mondialisation apparaît plus aujourd'hui comme destructrice que comme productrice de solidarités. On a le sentiment que les risques ne sont plus partagés : les riches s'enrichissent, se protègent, quand d'autres ont la précarité pour lot. Il y a désocialisation. Comme si la richesse n'était plus le fruit de tous, du travail de tous. Il en va de même pour les générations futures. On a l'impression qu'on prend les profits aujourd'hui pour laisser les risques aux générations à venir. Les entreprises nomades, dématérialisées, n'ont plus d'autre territoire que le monde; apatrides, elles perdent leur conscience nationale. Tous ceux qui le peuvent essaient de faire porter les risques par d'autres. Les salariés, eux, doivent suivre, ou plutôt ne pas suivre. Ils sont priés de reprendre leurs risques avec eux. Tout contrat de travail doit être révoquant à merci. Les risques, jadis sociaux, sont désormais massivement transférés à l'État à qui l'on demande en même temps d'alléger les charges qu'il fait porter aux entreprises. *Double bind*, exigences contradictoires, auraient dit les psychologues de Palo Alto qui y voyaient la source de la schizophrénie.

La mondialisation apparaît comme un moment d'affranchissement de l'économie, libérée, détachée de toutes les tutelles étatiques, politiques. La fin de l'économie « politique ». Les États, désormais

dépositaires des problèmes sociaux, sont mis sous la dépendance des entreprises et priés de se montrer attractifs. Pareille scission de l'économique, du social et du politique n'est pas tenable. Les citoyens se rebellent, les nations se referment, les patriotismes renaissent. Les entreprises, du moins les plus mondialisées d'entre elles, en viennent à être considérées comme des corps étrangers. Peuvent-elles prétendre troquer leurs traditionnelles responsabilités sociales contre de nouvelles responsabilités environnementales, auxquelles il est de plus en plus difficile d'échapper ? Peut-on rêver de reconstituer sur le terrain de l'environnement les solidarités sociales qui se défont ? Partout se cherche une éthique du développement économique, les conditions d'une solidarité renouvelée. Car durable veut dire solidaire.

4. Penser la guerre. Le monde globalisé s'est bercé un instant de l'illusion de la fin de l'Histoire. Les guerres seraient rejetées à la périphérie quand le centre libéral se livrerait aux seules conquêtes économiques. Mais la décennie s'est ouverte sur une première guerre au Moyen-Orient. Une grande coalition mondiale restaurait l'indépendance du Koweït et promettait de mettre en œuvre un nouvel ordre mondial. Ce n'était plus la peine de défier l'Occident sur le terrain militaire classique des champs de bataille.

Alors s'esquisse un gigantesque projet terroriste, dont la France a été plusieurs fois victime. L'ennemi principal devait se révéler être les États-Unis, le 11-Septembre. On connaissait Al-Qaïda. On n'imaginait pas une telle déclaration de guerre, la volonté de soulever l'Islam contre l'Occident dans une sorte de bataille mondiale. *Game is over*, devait déclarer le président des États-Unis avant l'intervention en Irak, reprenant ainsi la formule de César franchissant le Rubicon. *Alea jacta est*, les dés sont jetés. Il faut changer la donne. On ne reviendra pas en arrière. Depuis, la guerre fait rage au Moyen-Orient, quand des attentats frappent l'Europe à Madrid et à Londres, et l'Asie. État de guerre.

Mais les tensions ont d'autres sources. Comment imaginer que la renaissance d'anciennes nations comme l'Inde, la Chine, ou même l'Iran ne s'accompagne de la volonté de se doter des instruments militaires d'une puissance souveraine ? L'arme atomique en particulier. Déjà, la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël se sont armés à l'écart du traité de 1958. Comment jouer dans un univers où la bombe atomique semble appelée à se démocratiser ? Faut-il interdire à tout nouveau pays la possession de l'arme atomique quand, par ailleurs, on craint la menace d'un nucléaire miniaturisé et portable, du nucléaire terroriste ? Quel est le chemin du nouvel ordre du monde ?

Dans un monde globalisé, il n'est pas de terrain qui ne serve à prendre l'avantage sur les autres, à tirer profit des interdépendances. Ainsi des ressources énergétiques. Comment, à quel prix préserver son indépendance ?

Comment pourrait-on s'isoler dans un tel monde d'interdépendances où les solidarités de fait sont multiples, croisées, inter-pénétrées, où il n'y a de puissance que relative, où chacun par un bout ou par l'autre, finalement, se tient. La notion de souveraineté y change sans doute de sens. Comment faire que chacun y trouve sa place sans avoir le sentiment que ses dépendances lui coûtent trop cher et se paient de trop de domination ? Quel rôle voulons-nous jouer avec l'Europe ? C'est dans ce contexte que prend son sens le projet de l'adhésion de la Turquie, pays à la démographie abondante, appartenant à une autre aire culturelle que l'Europe, longtemps son ennemie. L'adhésion de la Turquie, avec tout ce qu'elle implique de part et d'autre quant aux valeurs, témoignerait qu'un ordre mondial peut se construire, quelles que soient les différences, autrement que sur le terrain des rapports de force. Quel plus beau message, quel plus grand signe de l'Europe pour le reste du monde ? Un tel esprit d'ouverture n'est-il pas la vraie force de projection d'une Europe qui n'aura sans

doute jamais pour fin de se doter d'une puissance militaire supérieure à celle des plus forts ?

5. Gérer les risques. La mondialisation donne une plus grande urgence, une plus grande acuité, une plus grande densité aux risques sanitaires et environnementaux. Ceux-ci accompagnent l'intensité des échanges et du commerce. À cela rien de nouveau : c'est ainsi que la peste et le choléra ont traditionnellement frappé l'Europe. Dans le cadre de la mondialisation, la présence de ces risques constitue un champ propre de politisation où s'expriment d'autres dépendances, d'autres solidarités. Nous sommes tous, les uns pour les autres, des risques mutuels. Le vecteur de la prospérité est en même temps celui des risques qui la menacent. Il y aurait illusion à croire qu'on peut se sauver seuls, en quittant le navire ou en fermant ses frontières. Ces risques de solidarité ne peuvent être traités que collectivement, au niveau mondial.

À travers ce champ de risques, placés comme en matière de climat sous une observation permanente, on fait le compte de ce que coûtent le progrès et la prospérité. C'est le revers de la médaille. Certains en tirent argument pour parler de la mondialisation comme d'une « société du risque », société dont les risques viendraient moins d'une nature qu'il faudrait s'organiser pour combattre que de la société elle-même et des techniques qu'elle mobilise. Tel serait le paradoxe d'une société acharnée à combattre des risques qui seraient produits par les instruments mobilisés par le combat lui-même ! C'est une des sources de cette maladie néo-rousseauiste qui a profondément pénétré les esprits français, et justifie bien des abandons. Le mal n'est pas dans la nature, il est dans l'homme. L'homme est malfaisant dans sa volonté de puissance, dans le projet qu'il a formé de se rendre maître d'une nature hostile. Désarmons-le ! Renonçons à innover, renonçons aux technologies, au progrès, au commerce ! Reterritorialisons-nous ! Réduisons les échanges et l'industrie.

Armons-nous du principe de précaution, faisons en sorte qu'il n'y ait plus rien de nouveau sous le soleil, et préservons ce qui peut encore être sauvé.

Le rapport à la nature, et à nous-mêmes qu'implique la conscience des nouveaux risques est un des champs d'élaboration de la nouvelle subjectivité requise par la mondialisation. Faut-il pour autant céder au catastrophisme? Faut-il rejeter l'idéal de la science, du progrès scientifique et médical auquel nous nous sommes identifiés? Faut-il renoncer à être nous-mêmes? C'est bien une des dimensions de la civilisation de la mondialisation. Jusqu'où faut-il aller dans la contestation de la civilisation des sciences et des techniques? Il faut combattre l'illusion d'un retour possible à la nature, il faut combattre le rejet du cartésianisme. Attention à ne pas nous affaiblir, à ne pas rabaisser nos forces au risque de nous rendre à nouveau vulnérables à des maux dont toute une partie de l'humanité aspire encore à s'affranchir. La maîtrise de la technique est encore une technique. Elle dépend de la capacité des hommes à avoir une maîtrise d'eux-mêmes et de la nature, une relation, un rapport qui ne sera jamais plus naturel – s'il l'a jamais été –, mais de plus en plus artificiel. Elle n'est pas de l'ordre d'un retour, mais d'une invention.

6. Gouverner. La mondialisation n'est pas un contexte rassurant. Loin de réduire les incertitudes, elle les multiplie. Elle confronte à une autre réalité, avec de nouvelles échelles de grandeur qu'on a du mal à mesurer, à accommoder. Chacun se sent tout petit. Les ruptures l'emportent sur les continuités. Les repères manquent. Pour chacun, il devient plus difficile d'anticiper.

Dans un tel contexte, la politique reprend un sens qu'elle avait perdu quand elle pouvait se contenter de gérer un ordre donné. Il faut revenir de l'administration des choses au gouvernement des hommes. Les conduire dans, vers le nouveau monde. Collectivement.

Il n'est pas surprenant que, dans le contexte de la mondialisation, l'idée de nation reprenne sens. C'est l'espace naturel des solidarités, l'appui, le capital, les ressources que chacun espère pouvoir mobiliser pour faire face aux nouveaux défis. Pour que les Français entrent dans la mondialisation, il faut refaire de la France une nation.

La mondialisation n'est pas le repos du politique qui pourrait s'effacer en laissant jouer l'économie, désormais souveraine, l'option d'une politique qui s'effacerait dans la satisfaction des besoins individuels, l'humanitaire subvenant aux besoins des accidentés de la vie. La politique n'a pas tant à se rabattre sur le quotidien qu'à l'ouvrir sur le reste du monde, dont, désormais, il dépend. La mondialisation est présentée comme un nouvel espace libéral, une société sans État. En fait, la mondialisation en appelle constamment, dans toutes ses facettes, à une vision politique, une vision « morale », une vision des solidarités qui ne peut être portée que par la politique.

Gardons-nous aussi des spéculateurs de l'incertitude du temps. Puisque tout est incertain, nous sommes tous, gouvernants et gouvernés, également ignorants ou savants, selon ce qu'on voudra. Tel est le principe d'une démocratie participative qui ne peut que conduire soit à la domination des minorités les plus actives, soit à faire en sorte qu'on ne s'engage jamais, que toute décision soit interdite, que la prise de responsabilité soit impossible. Nouveau principe d'affaiblissement car, étant « embarqués », le plus grand risque est de ne jamais vouloir en prendre.

Cessons de penser qu'on peut indéfiniment faire des compromis avec les obligations du monde et la rigueur la loi. La politique n'est pas dans la satisfaction des besoins de chacun qui, confronté au nouveau monde, en appelle au renforcement des protections et des droits. Elle doit changer de référent, partir du monde de la mondialisation, dans tous ses aspects, pour en éclairer et en

organiser les conséquences nationales. Elle doit ouvrir chacun au monde, lui en faire appréhender les lois de manière à ce qu'il puisse se les approprier et en faire une ressource. Partir du monde pour y lier la nation, l'inviter à en partager les défis et à y jouer son rôle, telle est la conversion qui peut permettre à la politique de se régénérer.

Ce texte exprime à la fois un sentiment de révolte et une ambition. Car la France est à la traîne. Elle a été prise à revers par les évolutions du monde depuis la chute du mur de Berlin. Elle doit aujourd'hui se trouver une nouvelle subjectivité et ne pas craindre de nourrir de grands projets : faire de la mondialisation son univers, mais aussi une civilisation pour tous. Qui devons-nous être pour devenir les sujets de la mondialisation ? Que requiert-elle de nous ?

UNE AMBITION POUR LES FRANÇAIS TRANSFORMER LA MONDIALISATION EN CIVILISATION



→ François EWALD Philosophe, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, président du Conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique.